

LA REPONSE DE L'UE A LA MIGRATION: TRANSFORMER LA CRISE POLITIQUE EN OPPORTUNITE

BRUXELLES, 11 septembre 2015- Le Conseil 'Justice et Affaires Intérieures' extraordinaire prend place le 14 septembre à Bruxelles, les ministres discuteront des mesures à prendre pour aborder l'augmentation du nombre de réfugiés et de migrants qui traversent les frontières maritimes et terrestres de l'UE. A cette occasion, la Plate-forme pour la Coopération Internationale sur les Sans-papiers (PICUM) et ses organisations membres appellent les dirigeants européens à établir des voies sécurisées et régulières pour que les migrants et réfugiés puissent rejoindre l'Europe.

2015 a vu des chiffres records de migrants risquer leur vie en tentant d'entrer en Europe, menant à des tragédies continues à ses frontières maritimes et terrestres. Pourtant, PICUM souligne que la crise humanitaire qui se déroule dans de nombreux pays européens est le résultat des politiques menées ces 15 dernières années visant à dissuader l'arrivée de migrants et de réfugiés. Selon Migrant Files*, plus de 30 000 réfugiés et migrants sont morts depuis l'an 2000 en essayant d'atteindre ou de rester en Europe. Au cours de cette période, les politiques européennes migratoires ont limité, et dans de nombreux cas bloqué, l'entrée régulière de migrants à la recherche de protection et de meilleures conditions de vie.

L'Agenda de Migration de l'UE**, dévoilé par la Commission européenne en mai 2015, ne présente pas de changement significatif dans ce discours. L'agenda de sécurité domine et la mobilité humaine continue à être considérée comme une menace plutôt qu'une opportunité. Pendant près de deux décennies, l'accent posé sur la dimension sécuritaire de la gestion de la migration a abouti à d'importants efforts de sécurisation des frontières extérieures de l'UE, à la création et au maintien des centres de détention, et à des efforts de criminalisation et de définition de la mobilité humaine comme indésirable. L'attention a aussi été décalée sur les passeurs qui, en absence d'autres voies officielles et sûres, offrent souvent la seule voie possible vers l'Europe pour les migrants et réfugiés.

Alors que des tragédies continuent à se dérouler quotidiennement, l'absence d'un débat réaliste sur la migration aura des impacts à long terme sur l'UE. Ce qui est en jeu est non seulement l'obligation de préserver les valeurs de l'UE et ses principes fondamentaux fondés sur le respect des droits de l'homme, mais aussi le besoin manifeste de main-d'œuvre migrante dans beaucoup de pays de l'UE dans les décennies à venir. Selon les prévisions de l'OCDE***, la population en âge de travailler de l'UE va diminuer de 50 millions en 2060. Différents secteurs de l'économie - en particulier ceux proposant des professions à bas salaires - comptent déjà actuellement sur la présence de main-d'œuvre migrante.

Néanmoins, les politiques migratoires nationales et de l'Union européenne offrent peu de possibilités pour les travailleurs migrants de l'extérieur de l'Union européenne de recevoir un permis de travail et de séjour. Les migrants sont donc poussés vers le marché du travail informel et dans une situation irrégulière. La directive récemment adoptée sur le travail saisonnier **** a été une occasion pour les décideurs de l'UE de développer des voies régulières pour les travailleurs migrants à bas salaires dans un secteur. Ceci n'a été qu'une étape et de nombreux autres efforts seront nécessaires dans les années à venir pour répondre aux besoins du marché du travail non reconnus dans l'UE.

Mis à part des actions immédiates qui doivent être prises pour mettre fin à la victimisation et la criminalisation des migrants et des réfugiés qui ont atteint l'Europe, il y a un besoin urgent d'une direction forte dans le changement de l'approche de la migration dans son ensemble. Sans une réforme fondée

sur des faits impliquant non seulement la migration, mais aussi des politiques sociales, de santé publique et du marché du travail, plus de vies seront perdues et plus de souffrances seront infligées. Il est clair que l'approche actuelle de l'UE sur la migration est non seulement un échec pour les migrants et les réfugiés, mais aussi pour nos sociétés dans leur ensemble.

PICUM et ses membres auront pour objectif de tenir les gouvernements de l'UE responsables d'établir une nouvelle approche, s'éloignant de la sécurisation et de criminalisation des migrants, vers une politique fondée sur les droits de l'homme, en prenant en compte l'angle social et économique et comprenant plusieurs voies régulières pour permettre aux réfugiés et aux migrants d'atteindre l'Europe en toute sécurité.

###

*Voir: [The Migrant Files](#).

** Voir: [Un Agenda européen en matière de migration](#).

***Voir : [B. Westmore, International migration: the relationship with economic and policy factors in the home and destination country. OECD Economics Department Working Papers no. 1140, page 5](#)

**** Voir: [Directive 2014/36/EU](#).

A propos de PICUM

PICUM - la Plate-forme pour la Coopération Internationale sur les Sans-papiers, est une organisation internationale non-gouvernementale (ONG) qui vise à promouvoir le respect des droits de l'homme des migrants sans-papiers en Europe. PICUM représente 149 organisations membres dans 31 pays. Pour plus d'informations, voir: www.picum.org. Pour regarder le documentaire web de PICUM 'Undocumentary' montrant la réalité du quotidien de travailleurs migrants sans papiers, cliquez [ici](#). Pour visualiser l'animation vidéo "La migration est pas un crime", cliquez [ici](#).

Contact Presse :

Elisabeth Schmidt-Hieber
Chargée de Communication
+32 2 210 1780
elisabeth.schmidt-hieber@picum.org

Les membres PICUM comprennent:

Autriche : Diakonie – Evangelischer Flüchtlingsdienst Österreich; **Belgique** : Abraço, Bond ZonderNaam, CIRE, CSC Brussels, Filipiniana-Europa, de8 , Le Monde des Possibles, Medimmigrant, Meeting, OMANIAE, ORBIT, OR.C.A, Platform Kinderen op de vlucht - Plate-forme Mineurs en exil, Point d'Appui, Protestant Sociaal Centrum, RaizMirim, Samahan - Filipino Migrant Workers Union in Belgium, VerenigdeProtestantseKerk in België, VLOS; **Croatie** : Coalition for Work with Psychotrauma and Peace; **Chypre** : KISA; **République tchèque** : Association for Integration and Migration, Consortium of Migrants Assisting Organizations in the Czech Republic, La Strada Czech Republic, People in Need; **Danemark** : Babaylan Denmark, Refugees Welcome; **Estonie** : Legal Information Centre for Human Rights; **Finlande** : Evangelical Lutheran Church of Finland; **France** : Centre Enfants du Monde, Femmes de la Terre, GISTI, RESF; **Géorgie**: International Youth Association TIP; **Allemagne** : Agisra, BAG Asyl in der Kirche, Ban Ying, EuropäischesBurgerforum in der BRD, FlüchtlingsratNordrheinWestfalen, FördervereinNiedersächsischerFlüchtlingsrat e.V., IG Metall-Vorstand, Maisha e.V. African Women in Germany, Medibüro Kiel e.V. , Medinetz Bremen; **Grèce** : AITIMA, Asante NGO, Generation 2.0, Greek Forum of Refugees; **Irlande** : Immigrant Advice Bureau, Immigrant Council of Ireland, MRCI, Ruhama; **Israël** : The Hotline for Refugees and Migrants, KavLaOved; **Italie** : ASGI, CESVI, DIFFERENZA DONNA, NAGA, SIMM; **Kazakhstan** : Sana Sezim, Women Support Centre; **Luxembourg**: ASTI; **Malte** : Aditus, Jesuit Refugee Service Malta; **Maroc** : OrganisationDémocratique de Travail, RéseauMarocain Transnational Migration Développement; **Népal** : Friendship-Nepal; **Pays-Bas** : ASKV, Dokters van de Wereld, EMFA, FairWork, Het Wereldhuis, IMWU, Kerk in Actie, OKIA, PHAROS, Stichting Agnes van Leeuwenberch, Stichting INLIA, Stichting LOS, Stichting Mamre, Stichting OMZO-Pauluskerk, StichtingRos, STIL; **Nigeria** : CAFSO-WRAG for Development, Centre for Youths Integrated Development; **Norvège**: Antirasistisk Senter, Helsehjelp til papirløse, Health center for undocumented migrants; **Pakistan**: Community Development Foundation; **Pologne** : Association for Legal Intervention ; **Portugal** : Association for the Rights of Undocumented Migrants, Jesuit Refugee Service Portugal, APAV Portugal, PROSAUDESC; **Roumanie** : The Foundation for an Open Society; **Espagne** : ACCEM, Asociación A.P.A.V ; APDHA, Asociación para la Protección e Integración de la Mujer, Asociación POR TI MUJER, Caritas Diocesana de Barcelona, Centro de Investigaciones en Derechos Humanos Pro Igual, Centro Pueblos Unidos, Federación Andalucía Acoge, Federación de Asociaciones de SOS Racismo, Federación Red Acoge, Justicia y Paz, Comisión

General de España, Movimiento Canario por la Paz, Red Aminvi, Salud y Familia; **Suède** : Caritas Sverige, Immigrant-Institute, Trade Union Center for Undocumented Migrants, Rosengrenska; **Suisse** : Association Promotion Droits Humains, Associazione Movimento dei Senza Voce, Berner Beratungsstelle für Sans-papiers, Centre de contact Suisses-immigrés, Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, FIZ, Sans-papiers Anlaufstelle Zürich, SIT, Solidaritätsnetz Sans-Papiers Bern; **Royaume-Uni** : Anti-Slavery International, Campaign to Close Campsfield, Coram Children's Legal Centre, FEMAGE WORLD, Hackney Migrant Centre, Immigration Advice Service, JCWI, LAWRS, Maternity Action, MRN, Migrant Voice, Praxis, STEP, The Detention Forum; **Organisations européennes et internationales** : European AIDS Treatment Group, European Federation of the Community of Sant'Egidio, ENoMW, ICMC, Jesuit Refugee Service Europe, La Strada International, Médecins du Monde International Network, Pax Christi International, SMES-Europa, UNITED for Intercultural Action.